

Sasha GOLDSTEIN-SABBAH, Heleen MURRE-VAN DEN BERG  
(eds.), *Modernity, Minority and the Public Sphere.  
Jews and Christians in the Middle East*

Leiden/Boston, Brill, 2016, 285 p.

Bernard Heyberger

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/assr/33769>

ISSN : 1777-5825

**Éditeur**

Éditions de l'EHESS

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 350-352

ISSN : 0335-5985

**Référence électronique**

Bernard Heyberger, « Sasha GOLDSTEIN-SABBAH, Heleen MURRE-VAN DEN BERG (eds.), *Modernity, Minority and the Public Sphere. Jews and Christians in the Middle East* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 180 | octobre-décembre 2017, mis en ligne le 01 décembre 2017, consulté le 25 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/assr/33769>

---

Ce document a été généré automatiquement le 25 octobre 2019.

© Archives de sciences sociales des religions

---

# Sasha GOLDSTEIN-SABBAH, Heleen MURRE-VAN DEN BERG (eds.), Modernity, Minority and the Public Sphere. Jews and Christians in the Middle East

Leiden/Boston, Brill, 2016, 285 p.

Bernard Heyberger

---

## RÉFÉRENCE

Sasha GOLDSTEIN-SABBAH, Heleen MURRE-VAN DEN BERG (eds.), *Modernity, Minority and the Public Sphere. Jews and Christians in the Middle East*, Leiden/Boston, Brill, 2016, 285 p.

- 1 Cet ouvrage collectif, issu d'un colloque tenu en 2014 à l'université de Leyde, est accessible en *open access* : <http://www.brill.com/products/book/modernity-minority-and-public-sphere-jews-and-christians-middle-east>. Comme il arrive souvent dans les volumes collectifs, celui-ci réunit des articles plutôt hétérogènes. Son originalité réside dans la place qu'il donne au cas irakien (5 articles), peu traité sous cet angle. Le fait qu'il soit doté d'un index des noms propres, des noms de lieu, et d'un certain nombre de notions, lui donne une certaine cohérence, et en fait un instrument aisément utilisable.
- 2 La première partie est composée de deux articles introductifs, celui de Heleen Murre-Van de Berg (« Searching for Common Ground : Jews and Christians in the Modern Middle East ») et celui de Daniel J. Schroeter (« The Changing Landscape of Muslim-Jewish Relations in the Modern Middle East and North Africa »), qui offrent d'utiles synthèses des approches actuelles du sujet, dotées d'importantes références bibliographiques. La terminologie de « minorité », « communauté »,

« modernisation », « espace public », « État-nation », et « dynamiques transnationales », est en particulier analysée et discutée. Les deux articles insistent sur les interactions des minorités chrétiennes et juives avec l'environnement majoritairement musulman.

- 3 Schroeter rappelle à quel point l'histoire des juifs est lue à travers sa fin, le départ des juifs des pays du Proche-Orient. Il faut surmonter ces visions téléologiques de l'histoire du judaïsme au Proche-Orient pour repenser les situations dans leur contexte et leur chronologie. Spécialement au Maroc et en Irak, les juifs ont été des acteurs du développement de la culture arabe moderne, ayant occupé une place importante dans les médias et dans la production musicale. À Bagdad, l'appartenance forte à la communauté n'a longtemps pas paru un obstacle à l'adhésion résolue des juifs au nationalisme arabe irakien. Les funérailles des deux rois d'Irak Faysal (1933) et Ghazî (1939) furent des occasions pour eux de démontrer dans l'espace public leur opposition au confessionnalisme, leur volonté de cohabiter avec les autres communautés, et leur attachement au roi et à l'État arabe irakien. Mais tandis qu'en 1933, c'était le pluralisme de la nation irakienne qui était mis en avant, le contexte de 1939 amenait les juifs à une adhésion ostentatoire au panarabisme qui dominait alors la scène politique irakienne (Aline Schlaepfer).
- 4 La question de l'identité linguistique devint fondamentale dans le contexte des nationalismes de l'entre-deux-guerres. La place de l'arabe par rapport aux langues communautaires et par rapport à l'anglais et au français, dans la pratique et dans l'enseignement scolaire, devint un marqueur principal de l'identité nationale et du loyalisme envers l'État. L'article de Tijmen Baarda analyse la forme d'arabe pratiquée et l'usage de cette langue par rapport au recours au syriaque et au garshûnî dans la correspondance d'un diacre syrien de Mossoul avec un orientaliste d'origine chaldéenne, Alphonse Mingana, installé à Birmingham (1926-1935). Mais on regrette de ne pas en apprendre davantage sur le parcours intellectuel de ces acteurs et sur le contenu de cette correspondance. Les contributions de Sasha Goldstein-Sabbah et de Karène Sanchez-Summerer soulignent le pluralisme linguistique de systèmes éducatifs communautaires complexes chez les juifs de Bagdad comme chez les catholiques de Palestine. Les deux groupes tentent d'adhérer à la nouvelle donne nationaliste en favorisant davantage l'enseignement de l'arabe, mais héritent d'un système scolaire transnational où le français dominait, et doivent s'adapter à la puissance mandataire britannique, en faisant une place à l'anglais. Dans les deux cas, on observe des choix de curriculum différents suivant le genre (on n'enseigne pas forcément les mêmes langues aux garçons et aux filles), et suivant la volonté de s'inscrire plus résolument dans le nationalisme arabe ou dans le communautarisme transnational.
- 5 La place des chrétiens et des juifs dans les nouveaux États issus de l'éclatement de l'Empire ottoman est en grande partie déterminée par les évolutions de ce dernier depuis l'époque des réformes, le statut des « minorités » mis en place après la Première Guerre mondiale restant pour beaucoup fidèle au système des « millets » défini au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. L'article d'Anaïs Massot porte sur cette époque à Damas, en montrant les craintes et les oppositions que les réformes ont suscitées, et en analysant le lien privilégié, mais suspect aux yeux des musulmans, que beaucoup de chrétiens entretenaient avec les consuls étrangers, leurs « protecteurs ». Juifs et chrétiens devenaient alors un enjeu des conflits de souveraineté entre autorités ottomanes et représentants des puissances européennes. L'appartenance confessionnelle devenait

une donnée politique. Les difficultés surgies autour de cas de chrétiens convertis à l'islam relevaient également du conflit de souveraineté. Si la peine de mort pour apostasie de l'islam a été abandonnée, la conversion de l'islam au christianisme, avec ses conséquences en matière d'héritage, restait un sujet extrêmement sensible, et le reste encore de nos jours.

- 6 Yair Wallach, dans un article consacré à Jérusalem à la fin de l'époque ottomane et sous le Mandat britannique, approche de façon critique les deux visions opposées, d'un cosmopolitisme tolérant d'une part, d'une ségrégation de la ville en communautés et quartiers séparés d'autre part. Il le fait en suivant la trajectoire d'un individu, le journaliste sioniste, puis juge, Gad Frumkin, né en 1887 dans une famille ashkénaze de la vieille ville, où les juifs vivaient dans le voisinage d'Arabes musulmans et chrétiens. Frumkin décrit le Jérusalem de sa jeunesse à travers des itinéraires, le mettant au contact des différents habitants de la ville, plutôt qu'à travers des quartiers de résidence séparés. Comme dans d'autres villes ottomanes, le surgissement de nouveaux quartiers, peuplés de nouvelles catégories sociales et offrant de nouvelles fonctions urbaines, coïncide avec l'émergence d'un nouvel espace public « moderne ». Investi de la charge de juge en 1918, Frumkin fut le seul juif siégeant au milieu de magistrats arabes et britanniques, et bien que sioniste, fut amené par ses fonctions et son expérience à côtoyer quotidiennement les Arabes et à dialoguer avec l'élite palestinienne. Ses efforts pour une solution pacifique de la question palestinienne dans les années 1930 furent tenus en échec conjointement par les sionistes et par les leaders arabes. La proximité quotidienne et les liens personnels n'aboutissent pas automatiquement au dépassement de la ségrégation sociale et à l'entente politique.
- 7 La contribution de Hannah Müller-Sommerfeld porte sur la politique de la Société des Nations (SDN) concernant les minorités en Irak, spécialement la minorité assyrienne. Elle considère que la politique de l'organisation internationale répond à ses propres principes et suit ses propres objectifs, et qu'elle ne peut être simplement assimilée à la politique colonialiste britannique, comme l'ont fait les nationalistes arabes et les historiens contemporains. La SDN entend en effet incarner une « nouvelle conception du droit international et une nouvelle expérimentation de la politique coloniale ». L'article examine en particulier les différentes pétitions adressées par des représentants des Assyriens à la SDN. Alors que les juifs irakiens ne voulurent pas être considérés comme un groupe particulier sous protection internationale, pour ne pas se couper de la nation irakienne, il faudra attendre 1948 pour que le patriarche assyrien se résigne à renoncer à sa prétention à exercer le pouvoir temporel sur sa communauté, et demande à ses ouailles de se rallier à l'État irakien.
- 8 La contribution de Laura Robson est complémentaire de la précédente, et exprime un point de vue quelque peu divergent. Elle se penche sur les camps de réfugiés, qui, après la Première Guerre mondiale, accueillirent des milliers d'Arméniens et d'Assyriens en Irak, sous l'administration de l'armée britannique. Elle montre comment cette administration, dans sa philosophie générale aussi bien que dans sa pratique concrète, tentait de conserver l'identité « nationale » de ces réfugiés, dans l'attente de la création de leur propre État national, dont l'idée était soutenue par les diasporas respectives, mais qui n'avait aucune chance de se réaliser. Ainsi, le camp de réfugiés comme enclave de souveraineté sous la supervision de la SDN fit son apparition. Mais la « minorité » protégée par un statut international et soutenue par des aides extérieures ne pouvait

être perçue que comme une menace pour la souveraineté irakienne et pour la nation arabe.

- 9 Le dernier article, d'Aomar Boum, porte sur la vision de Jérusalem dans le hip-hop actuel, au Maroc et au Maghreb en général. La ville occupe une place importante dans la culture populaire arabe depuis les années 1950. Mais la culture jeune entend contester les discours et la politique officiels des régimes arabes vis-à-vis de la Palestine. Ce faisant, les auteurs de rap adoptent souvent un point de vue islamiste, se référant à un passé épique et oblitérant le caractère juif et chrétien de la ville, qui pouvait être présent dans les chansons d'Um Kalthum ou de Fayrouz, dans les années 1960 et 1970. Le discours reste au niveau du mythe et de l'incantation, peu ancré dans la réalité politique contemporaine. De plus, la contestation par You Tube n'aurait que peu de conséquences concrètes, et ne représenterait guère une menace pour les régimes autoritaires. De ce point de vue, la culture hip-hop appartiendrait à la société du spectacle théorisée par Guy Debord. Mais l'article ne prête guère d'attention au rôle d'internet dans la mobilisation révolutionnaire arabe à partir de 2011.